

# Portrait du paysage politique pour l'autonomisation économique des femmes en Éthiopie

Éthiopie est l'une des économies d'Afrique dont l'expansion est la plus rapide, et la participation des femmes au marché du travail a suivi cette croissance. Les femmes représentent un pourcentage important des travailleurs du secteur de l'habillement et font des progrès dans l'industrie des TIC. Toutefois, elles restent surreprésentées dans les emplois peu qualifiés, l'écart entre les sexes étant le plus important dans les emplois hautement qualifiés ou dans les sous-secteurs traditionnellement dominés par les hommes comme l'ingénierie.

La COVID-19 fragilise encore plus les récents progrès réalisés par les femmes. Les conséquences de la réponse à la pandémie affectent tous les domaines de la santé et du bien-être des femmes : elles limitent leur accès aux services de santé et à l'éducation, sapent leurs moyens de subsistance et alourdissent la charge des soins et du travail domestique.

*Quelles politiques et quels programmes peuvent faire progresser l'autonomisation économique des femmes (AEF) en Éthiopie?*

Cette note reprend les principales conclusions d'un document d'orientation qui met en évidence les politiques, plans et initiatives liés à l'AEF. Il définit les axes thématiques où des recherches plus poussées peuvent renforcer les politiques, et les parties prenantes qui peuvent appuyer certaines des initiatives à venir. Les auteurs, qui ont une connaissance approfondie du paysage politique, ont réalisé une évaluation rapide grâce à un examen systématique de la documentation.

## Axes thématiques pour un agenda d'AEF:

La recherche peut jouer un rôle crucial pour combler les lacunes en matière d'AEF en se concentrant sur les aspects suivants:



L'accroissement de la « pauvreté en temps » et du travail de soins non rémunéré des femmes



La protection sociale et les soins aux enfants



La ségrégation sur le marché du travail



Les normes sociales et violence sexistes qui nuisent à la promotion des femmes

financement, aux réseaux d'entreprises et aux services de développement, d'un manque de compétences en matière de gestion d'entreprise et d'entrepreneuriat, et des difficultés qu'elles rencontrent pour concilier leurs activités professionnelles avec leurs responsabilités familiales et domestiques.

Les responsabilités ménagères freinent la participation des femmes sur le marché du travail. Le travail de soins non rémunéré, bien qu'il soit essentiel pour l'économie, incombe de manière disproportionnée aux femmes et est souvent non comptabilisé et non reconnu. L'absence de congé de maternité et d'accès aux services de garde d'enfants reste un obstacle important pour les femmes qui entrent sur le marché du travail.

## Principales politiques et plans relatifs à l'AEF

Le gouvernement éthiopien, soucieux des réformes, favorise un environnement propice à la promotion de l'égalité des sexes et de l'AEF. La nomination d'une femme présidente et d'un cabinet presque paritaire en 2018, ainsi que la révision actuelle de la politique nationale des femmes de 1993, témoignent de la volonté de réaliser des gains politiques et économiques pour les femmes.

L'Éthiopie a mis en oeuvre un large éventail de politiques, de lois et de stratégies d'inclusion des femmes qui contribuent à l'AEF et qui s'attaquent aux inégalités entre les sexes. La sexospécificité est intégrée dans les principaux plans de développement nationaux tels que le plan de croissance et de transformation, et les plans sectoriels pour la santé, l'éducation et l'industrie, renforcés par une budgétisation sensible aux sexospécificités et le développement de structures institutionnelles pour la coordination et le suivi de l'intégration des questions de genre. L'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes sont également intégrées dans le plan d'action national pour les droits de la personne. Pour renforcer la responsabilité, le gouvernement exige que toutes les institutions gouvernementales abordent les questions relatives aux femmes dans les politiques, les lois et les programmes et projets de développement.

Une série de réformes du droit du travail ont progressivement élargi la portée des droits des femmes sur le lieu de travail, notamment en s'attaquant à la discrimination professionnelle et à l'écart de rémunération entre les sexes, en prolongeant le congé de maternité et en réduisant le harcèlement et la violence sexuels sur le lieu de travail. Un système d'inspection du travail a été mis en place, qui impose la mise en oeuvre des droits des femmes dans les secteurs privé et public visés par la loi. La stratégie industrielle éthiopienne 2013-2025 donne la priorité aux secteurs à forte intensité de main-d'oeuvre et à prédominance féminine, en amenant davantage de femmes à occuper des emplois rémunérés à temps plein. Elle vise à amener davantage de femmes à occuper non seulement des emplois peu qualifiés, mais aussi des emplois moyennement et hautement qualifiés.

## Statut des femmes en Éthiopie

Malgré les progrès récents du pays dans la lutte contre les inégalités entre les sexes et les avancées impressionnantes de la représentation politique des femmes, celles-ci restent défavorisées par le sous-développement du secteur de la santé, la répartition inégale du travail de soins non rémunéré et les disparités en matière de niveau d'éducation et de possibilités économiques. Si les salaires, les revenus et l'investissement en capital humain sont globalement faibles, la participation au marché du travail est plus élevée chez les hommes, avec une participation féminine de 74,2 % contre 86,5 % pour les hommes. Toutefois, les femmes occupent de manière disproportionnée des postes moins qualifiés : elles représentent moins du tiers des travailleurs qualifiés (32,6 %) et un peu plus du quart des cadres et des hauts fonctionnaires (26,5 %).

Fait significatif, les femmes sont moins susceptibles que les hommes d'être rémunérées pour leur travail, et elles sont sous-représentées dans les syndicats et les associations sectorielles, ce qui nuit à leur pouvoir de négociation collective. Dans l'industrie manufacturière à petite échelle, 58 % des travailleuses sont des travailleuses familiales non rémunérées. Les femmes composent environ 40 % des travailleurs dans l'agriculture, qui représente 35,8 % du PIB de l'Éthiopie. Pourtant, plus de la moitié des femmes travaillant dans l'agriculture ne sont pas rémunérées et celles qui le sont gagnent moins que les hommes.

Les femmes ne représentent que 16,5 % des entrepreneurs du pays. Elles souffrent notamment d'un accès limité au

La stratégie d'intégration de la sexospécificité dans le secteur agricole fournit une feuille de route pour atteindre l'égalité des sexes dans l'agriculture et le développement rural. Un meilleur accès aux technologies modernes, y compris les technologies intelligentes sur le plan climatique, est l'une des principales interventions visant à accroître la productivité agricole des femmes rurales. La stratégie de 2017 pour le développement et le changement des femmes se concentre sur le renforcement de la participation économique, politique et sociale des femmes dans les zones pastorales et semi-pastorales. L'Éthiopie a également mis en place un système d'administration des terres qui s'attaque à la marginalisation des femmes dans la propriété foncière grâce à un système de certification qui leur permet de posséder des terres soit conjointement avec leur conjoint, soit seules.

Bien que les politiques et les plans nationaux montrent un engagement fort à promouvoir l'égalité des sexes, il y a peu de données disponibles sur les indicateurs d'égalité des genres. Les données quantitatives fournissant des données concrètes sur les relations entre les sexes en matière de rôles, d'accès aux biens et aux ressources et d'utilisation du temps sont essentielles pour l'élaboration de politiques économiques et sociales appropriées et efficaces au niveau

national. Le gouvernement s'est engagé à réaliser une enquête nationale sur l'emploi du temps concernant les soins non rémunérés et le travail domestique, qui servira de base à la planification, à la budgétisation et à la mise en oeuvre de services publics susceptibles de réduire et de redistribuer la charge des soins.

## Programmes d'AEF

Les auteurs ont trouvé 25 programmes et projets pertinents pour l'AEF, dont 19 avaient une pertinence ou une documentation suffisante pour faire l'objet d'un examen plus détaillé. La plupart se concentrent sur les femmes rurales et sur l'amélioration de l'accès des femmes au crédit, au capital et aux services financiers. L'analyse de l'efficacité des programmes est limitée par le manque d'évaluations et l'utilisation incohérente du terme « autonomisation » dans celles effectuées jusqu'à présent.

Trois principaux programmes gouvernementaux à multiples bailleurs de fonds dans le secteur agricole ont une composante d'AEF : le programme de croissance agricole (AGP), le programme de gestion durable des terres (SLMP), et le programme de filet de sécurité productif (PSNP) qui, ensemble, contribuent à atteindre les objectifs nationaux de croissance agricole. Le PSNP, l'un des plus grands programmes nationaux de protection sociale en Afrique, bénéficie à quelque huit millions de personnes par an. Il cible fortement les femmes et dispose d'une stratégie sexospécifique qui comprend la garde d'enfants, la sensibilisation à la nutrition et l'aide à la maternité. Le SLMP cible les petits exploitants agricoles et a associé plus de 300 000 bénéficiaires (dont 41 % de femmes) à des activités génératrices de revenus. Un audit des sexospécificités a récemment été réalisé sur l'AGP, dont les principaux bénéficiaires sont les petites et moyennes exploitations agricoles, y compris celles appartenant à des groupes d'intérêt commun, des coopératives primaires et des associations d'utilisateurs d'eau d'irrigation.

De nombreux programmes qui visent à autonomiser les femmes fonctionnent par le biais de réseaux existants - soit des institutions d'épargne et de crédit (SACCO) liées à des coopératives enregistrées, soit des groupes d'entraide communautaires. L'évaluation du programme conjoint sur l'autonomisation économique des femmes rurales, dirigé par le gouvernement et financé par plusieurs bailleurs de fond, qui fonctionne par l'intermédiaire des SACCO, a révélé des améliorations dans le contrôle et la gestion des réserves alimentaires des ménages par les femmes et dans leur utilisation des technologies et des intrants agricoles. En outre, elle a permis aux femmes rurales vulnérables d'influencer les décisions qui affectent leur vie au niveau du ménage et de participer à la prise de décision au sein des institutions rurales. Elles ont pu gagner leur propre revenu, créer des actifs et modifier le niveau de vie des ménages.

En ce qui concerne le travail de soins non rémunéré, deux programmes de développement et de changement des femmes éthiopiennes (2006 et 2017) ont mis l'accent sur

**Dans l'ensemble, les auteurs constatent que la mise en oeuvre de la politique d'AEF a été entravée par plusieurs obstacles, notamment :**



un manque historique de volonté politique et la suppression du mouvement des femmes



une mauvaise coordination entre les agences et les secteurs de services



un manque de données et d'études sur l'efficacité des politiques



l'absence de prise en compte des normes sexospécifiques



un manque de processus d'élaboration de politiques inclusives.



le développement de la technologie dans les zones rurales afin de réduire le temps consacré aux tâches domestiques. Pourtant, la charge de travail non rémunéré des femmes reste un obstacle considérable à leur autonomisation économique.

### Axes thématiques de recherche

Compte tenu de l'esprit de réforme actuel et de la volonté politique d'aborder la question de l'égalité des sexes, il existe de nombreuses façons dont la recherche peut apporter une valeur ajoutée à la situation de l'AEF en Éthiopie. Le processus de cartographie a permis de constater que la recherche-action avec les décideurs politiques peut jouer un rôle crucial en soulignant l'aggravation du manque de temps lié au travail de soins non rémunéré, la ségrégation du marché du travail, le manque de protection sociale et de garde d'enfants adéquats, la violence sexiste et les normes sociales. Les auteurs proposent une série de questions de recherche spécifiques liées à la promotion économique, au pouvoir et à la capacité d'agir des femmes, à l'intersectionnalité et aux synergies, ainsi qu'aux caractéristiques opérationnelles des programmes liés à l'AEF.

Le travail de soins non rémunéré et la ségrégation du marché du travail doivent faire l'objet de recherches. L'enquête nationale sur l'emploi du temps prévue peut contribuer à rendre plus visible la valeur des soins non rémunérés et du travail domestique, mais il reste à voir si ces données se traduiront par des politiques efficaces qui réduisent la pauvreté des femmes liée au temps. Il est possible d'aider à combler ce fossé entre les données probantes et la mise en oeuvre des initiatives. Il faut également mettre davantage l'accent sur la participation

### Les principales faiblesses mentionnées dans les évaluations de programmes à ce jour sont les suivantes ::



l'absence d'analyse des sexospécificités;



Un manque de clarté sur la façon de mesurer l'AEF.



l'incapacité à voir, au-delà de la participation des femmes, des signes plus importants d'autonomisation;



l'exclusion des hommes du travail sur l'égalité des sexes;

des hommes et des garçons au travail non rémunéré et sur la promotion de l'autonomisation des femmes. La promotion d'une redistribution équitable des soins et des tâches ménagères est essentielle pour assurer la progression des femmes dans l'éducation, l'emploi et d'autres domaines clés.

Il sera également essentiel de s'attaquer aux préjugés culturels et aux normes sexospécifiques pour lutter contre la ségrégation sur le marché du travail, qui persiste malgré une série de réformes politiques progressistes.

*L'initiative **Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF)** – Afrique de l'Est vise à stimuler un changement transformateur pour faire progresser l'égalité des genres dans le milieu de travail. Il s'agit du fruit d'un partenariat entre la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation William et Flora Hewlett et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada. S'appuyant sur le succès de l'initiative concertée CEDEF, CEDEF Afrique de l'Est vise à renforcer l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes marginalisées dans cinq pays cibles : l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie, le Rwanda et l'Ouganda. Ce programme favorisera l'acquisition de nouvelles connaissances, innovations et solutions dans les pays afin d'étayer les règlements administratifs et les programmes relatifs au travail non rémunéré dans le domaine des soins, à la ségrégation des sexes sur le marché du travail et à l'emploi des femmes. Les activités seront menées en partenariat avec les praticiens, les gouvernements et les chercheurs des pays concernés.*

*Des documents d'orientation ont été commandités pour chacun de ces pays afin de constituer une base de référence qui permettra de suivre les progrès de la mise en oeuvre du programme GrOW Afrique de l'Est. Le document « Policy mapping: Women's economic empowerment in Ethiopia », dont s'inspire le présent document, a été préparé par [Includovate](#).*

Financé par:

**BILL & MELINDA  
GATES foundation**

**WILLIAM + FLORA  
Hewlett Foundation**



**IDRC | CRDI**

International Development Research Centre  
Centre de recherches pour le développement international

**Canada**

**Growth and Economic Opportunities for Women (GrOW) East Africa**

International Development Research Centre; PO Box 8500, Ottawa, ON, Canada K1G 3H9